



# Analyse trimestrielle du secteur de la construction ICITC

Publié janvier 2024



Association Canadienne  
de la construction  
Services axés sur les  
pratiques exemplaire



## Principales données pour le T3 2023

- **Ralentissement au T3 2023** : Les hausses de taux d'intérêt de la Banque du Canada ont eu un impact sur la croissance, ralentissant la consommation et les investissements des entreprises.
- **Impact des taux d'intérêt** : Les taux d'intérêt élevés réduisent les investissements, ce qui entraîne une baisse des dépenses. Cette tendance se répercute à la fois sur l'économie de façon générale et sur le secteur de la construction, particulièrement sensible aux fluctuations des taux d'intérêt.
- **Prix du pétrole plus élevé** : Au T3, les tensions géopolitiques et l'augmentation de la demande mondiale ont influencé la flambée des prix de l'énergie.
- **Main-d'œuvre dans le secteur de la construction** : Dans le secteur de la construction, la population active et l'emploi ont diminué, entraînant d'importantes pertes d'emplois en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. Il reste cependant encore 58 000 postes à pourvoir.
- **Une stratégie globale en matière de logement demandera davantage d'investissements publics au niveau des infrastructures de base nécessaires à la construction de nouvelles maisons et de nouvelles communautés.**

Le présent rapport a été préparé par l'Association canadienne de la construction (ACC) afin de donner un aperçu du dernier trimestre et de la santé économique actuelle de l'industrie, et pour donner un aperçu de ce que cela implique pour les entreprises membres.

# Impact des taux d'intérêt sur l'activité économique

L'économie canadienne a ralenti au T3, après avoir connu une légère hausse de l'activité dans tous ses secteurs au T1 et un T2 relativement stable. Ce ralentissement est principalement dû à la pression continue exercée par les hausses de taux d'intérêt, ce qui a entraîné une contraction de 0,1 % de l'économie.

Malgré une certaine résilience du marché du travail et de la production industrielle au début de l'année, les augmentations de taux de la Banque du Canada ont progressivement affecté la croissance au cours du T3. Les ménages canadiens épuisent peu à peu leurs épargnes, ce qui freine les dépenses de consommation, comme en témoigne la baisse de 1,8 % des ventes au détail au T3, d'une année sur l'autre. Le secteur de la construction, très sensible aux variations des taux d'intérêt, a connu un ralentissement similaire à la tendance générale de consommation.



## Variations trimestrielles T3 2023



**+0,6 %**

Indice des prix  
des produits  
industriels  
(IPPI)



**-3,6 %**

Investissements  
dans la construction  
de bâtiments  
35 Milliards \$



**-2,3 %**

emploi actuel  
1,56 M



**-0,52 %**

Indice des prix de  
la construction de  
bâtiments (IPCB)

# Secteur de la construction ICITC : performances et tendances sectorielles

La production du secteur de la construction est demeurée stagnante au T3 2023, marquant une nouvelle période d'activité inchangée suite au trimestre précédent. Les activités du secteur de la construction résidentielle ont augmenté au cours du T3, marquant la première croissance trimestrielle positive du secteur (3,7 %) après cinq baisses trimestrielles consécutives.

Tous les autres segments du secteur de la construction ont cependant connu un recul, Le secteur non résidentiel s'est contracté de 0,1 %, les activités de réparation ont diminué de 1,5 %, et les activités de génie civil et autres activités de construction ont connu une contraction notable de 2,4 %, marquant la première baisse du secteur de la construction de génie civil depuis le T3 2020 ([Graphique 1 : PIB](#)). Malgré les contractions observées ce trimestre, le secteur des travaux de génie civil a connu une croissance de 8,9 % d'une année sur l'autre,

## Taux d'utilisation des capacités industrielles

Le taux d'utilisation des capacités industrielles est un indicateur clé de la production d'une industrie par rapport à sa production potentielle estimée, offrant un aperçu de la dynamique de l'offre et de la demande d'une industrie,

Au T2 2023, la pression observée pendant la reprise de la pandémie s'est atténuée avec le ralentissement de l'économie, Au T3, le taux moyen d'utilisation des capacités pour toutes les industries a connu une légère baisse de 0,6 %, atteignant 81,4 %, Ce taux reste toutefois supérieur à sa moyenne décennale de 80,5 %.

En comparaison, l'industrie de la construction a connu une baisse plus importante de son taux d'utilisation des capacités, diminuant d'environ 2 % pour atteindre 88,5 %, Malgré cette baisse, le taux du secteur a encore dépassé sa moyenne décennale (2010-2020) de 87 % et reste supérieur au taux de toutes les autres industries

([Graphique 2 : CUR](#)).



# Investissements dans la construction de bâtiments

La hausse des taux d'intérêt a eu un impact sur le coût de l'accès au capital, ce qui a entraîné une réduction de la croissance des investissements tout au long de l'année 2023. Au T3 2023, la croissance de l'investissement a poursuivi sa trajectoire descendante. Toutes les sous-composantes du secteur ICITC ont enregistré de légères baisses, y compris une contraction substantielle des investissements dans la composante multirésidentielle. Ces baisses ont mené à une tendance globale négative de la croissance des investissements dans la construction ICITC. Le secteur subit les effets de la hausse des taux d'intérêt sur sa dynamique économique, ce qui affecte sa croissance et ses performances.

La croissance des investissements dans le secteur ICITC s'est contractée de 3,6 % pour atteindre 35 milliards \$ ([Graphique 3 : Investissements](#)). Le principal facteur de contraction reste la composante multirésidentielle, qui a connu une baisse trimestrielle de 3,6 %. La composante industrielle et la composante commerciale ont toutes deux connu une légère contraction de 0,5 % et de 0,1 %, respectivement. Ces baisses marquent des changements importants par rapport aux trimestres précédents, puisque ces deux secteurs avaient affiché une croissance positive depuis le T1 2021. La seule catégorie d'actifs qui a enregistré une légère augmentation trimestrielle est la sous-composante institutionnelle, qui a progressé de 0,7 % grâce à des investissements dans la rénovation d'un hôpital à Toronto, dans un nouveau projet hospitalier à Dawson Creek, en Colombie-Britannique, et dans la construction d'un établissement pénitentiaire à Thunder Bay.



Projet hospitalier à Dawson Creek.

# Impact économique des investissements en infrastructures publiques



## Vue d'ensemble des investissements en infrastructures publiques

Les investissements publics et privés en infrastructures ont évolué au fil du temps. En 2022, les investissements publics représentaient 69 % des investissements en infrastructures, une augmentation notable par rapport à la proportion de 63 % enregistrée en 1981. Inversement, les investissements privés ont chuté à 31 %, contre 37 % en 1981. En 2022, cela se traduira par 76,2 milliards \$ d'investissements publics et 35,9 milliards \$ d'investissements privés, sur un total de 112,1 milliards \$ d'investissements en infrastructures ([Graphique 4 : Investissements publics en proportion](#)).

## Investissements publics en infrastructures

Les investissements publics, soutenus par tous les niveaux de gouvernement, couvrent un éventail de catégories d'actifs [\[Table 1: Public Infrastructure Assets\]](#). Certaines catégories d'actifs dépendent fortement d'investissements privés, comme les réseaux de communication et les travaux d'ingénierie pétrolière et gazière, tandis que d'autres, comme les bâtiments institutionnels, les infrastructures d'assainissement et les infrastructures d'ingénierie des transports, dépendent en grande partie d'investissements publics.

## Répartition et impact des investissements publics

En 2022, les investissements publics en infrastructures ont atteint 76,2 milliards \$, soutenus par des contributions importantes des municipalités (28 %), des provinces (20,2 %) et des entreprises publiques (24 %) [\(Graphique 5 : Liste des infrastructures publiques\)](#). En termes de fonction des actifs, les investissements ont été répartis entre les transports (37 %), les carburants et l'énergie (18 %), l'éducation (14 %), la santé (9 %), la protection de l'environnement (7,3 %) et le logement (6,4 %), ce qui représente 92 % de l'ensemble des investissements publics.

## Contribution économique des investissements publics

La contribution économique des investissements en infrastructures est estimée en termes de valeur ajoutée (impact direct et indirect), de rémunération des employés et de création d'emplois. En 2022, la valeur ajoutée par les investissements privés et publics s'élevait à 83,4 milliards \$, l'industrie de la construction atteignant 45 milliards \$ (54 % de la part totale). La part restante de la valeur ajoutée s'étend à d'autres secteurs : les secteurs de l'information, de la finance et des professions libérales représentaient 19,3 % de la valeur ajoutée, tandis que l'industrie manufacturière en représentait 10,4 %. Les investissements totaux en infrastructures ont généré environ 675 370 emplois et 51,7 milliards \$ en salaires dans toutes les industries du Canada; la construction représentant une part importante, c'est-à-dire 39 000 emplois (50,2 %) et 28,5 milliards \$ (55,1 %) en rémunération.

Les investissements en infrastructures publiques contribuent de manière importante au paysage économique du Canada. Les investissements publics en infrastructures ont généré une valeur ajoutée totale de 56,6 milliards \$ (68 % du total); 30,5 milliards \$ de valeur ajoutée en construction, 18,9 milliards \$ en rémunération et 247 000 emplois liés à la construction.

## Impact propre à la catégorie d'actifs

Les investissements publics en infrastructures ont des effets variables, selon les catégories d'actifs. Certaines catégories d'actifs ont contribué de manière importante à la construction : les infrastructures d'énergie électrique (impact de 6,6 milliards \$, 3,2 milliards \$ en salaires et 37 375 emplois), les bâtiments institutionnels (impact de 8,6 milliards \$, 5,5 milliards \$ en salaires et 80 320 emplois) et les infrastructures d'ingénierie des transports (impact de 10,6 milliards \$, 6,8 milliards \$ de salaires et 91 145 emplois) ont contribué de manière substantielle à la valeur ajoutée, aux compensations et à la création d'emplois

[\(Graphique 6 : Investissements publics selon l'impact des actifs\).](#)

## Infrastructures de logement

Une étude récente de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) a conclu qu'au Canada, chaque nouvelle unité de logement nécessite un investissement moyen de 107 000 \$ en infrastructures publiques [\(FCM Infrastructures publiques\)](#). Parallèlement, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) prévoit qu'il sera nécessaire de construire 5,8 millions de nouveaux logements d'ici 2030 au Canada pour rééquilibrer la dynamique de l'offre et de la demande de logements [\(SCHL Pénuries de logements au Canada\)](#). Le financement en infrastructures nécessaire pour combler le déficit de logements représenterait un investissement de 620 milliards \$.



# Marché du travail dans le domaine de la construction



## Emploi

Les chiffres nationaux de l'emploi dans le domaine de la construction ont connu une baisse trimestrielle de -2,3 %, ce qui représente une perte de 36 800 emplois ([Graphique 7 : Variation de l'emploi par province](#)). Ces pertes d'emploi sont principalement dues à une perte significative d'environ 14 500 emplois en Colombie-Britannique. L'Ontario et le Québec ont également connu des baisses notables de l'emploi, avec des diminutions respectives de 5 300 et de 3 600 emplois dans le secteur.

## Chômage

Bien que l'emploi ait diminué au T3, le taux de chômage n'a pas augmenté en conséquence. Cette divergence provient du mode de calcul du taux de chômage. Lorsque les individus prennent leur retraite, perdent la motivation de chercher activement un emploi ou changent de secteur d'activité, ils quittent le marché du travail. Par conséquent, ces personnes ne sont plus comptabilisées dans la population des chômeurs.

Au cours du T3, la main-d'œuvre disponible a diminué d'environ 45 200 travailleurs (-2,7 %). Cette baisse a contribué à la diminution du taux de chômage global de l'industrie de la construction du Canada, qui a chuté de quatre points de pourcentage pour s'établir à 5,1 %.

## Postes vacants dans le domaine de la construction

Au T3 2023, le nombre de postes vacants dans le secteur de la construction a diminué de 7,8 %, ce qui représente 58 410 postes à pourvoir dans l'ensemble du Canada. Le mois de septembre a connu une baisse substantielle des offres d'emploi dans le domaine de la construction, atteignant leur niveau le plus bas depuis le rebond rapide de l'activité économique observé au T1 2021. Il s'agit de la quatrième baisse trimestrielle consécutive du nombre de postes vacants dans le secteur de la construction.

Malgré ces baisses, le secteur de la construction se maintient au quatrième rang en termes d'offres d'emploi, tous secteurs confondus. De plus, le nombre de postes vacants est 1,6 fois plus élevé que les niveaux prépandémiques enregistrés en 2019 ([Graphique 8 : Postes vacants](#)).



de baisse des postes vacants,  
soit **58 410 postes ouverts**  
dans tout le Canada,

# Inflation matérielle [IPPI]

Au T3 2023, après deux trimestres consécutifs de baisse, l'indice des prix des produits industriels a enregistré une légère hausse de 0,6 % [Chart 9: IPPI]. Cette augmentation est principalement due à deux groupes clés du secteur de la construction : le groupe énergétique (+11 %) et le groupe du bois d'œuvre et des autres produits du bois (+4 %).

Le groupe énergétique, qui avait connu deux baisses trimestrielles consécutives, a enregistré une hausse significative de 11,2 % au T3. Cette hausse a été influencée par les augmentations trimestrielles du gaz naturel (+13,4 %), du diesel (+19 %), des huiles légères (+26 %), des huiles lourdes (+23,6 %) et des produits pétroliers raffinés (+12,6 %). Au cours du T3, l'offre limitée, l'augmentation de la demande mondiale et les tensions géopolitiques en Israël ont contribué à la hausse des prix de l'énergie, inversant la tendance baissière observée au cours de la première moitié de 2023.

Après cinq trimestres consécutifs de baisse, le groupe de produits du bois d'œuvre a observé une augmentation des prix de ses composants. Certains facteurs, comme les incendies de forêt qui ont affecté l'approvisionnement en bois dans l'ouest du Canada et l'augmentation de la construction de logements résidentiels aux États-Unis et au Canada ont stimulé la hausse des prix du bois d'œuvre (+7,6 %), des produits en bois reconstitué (+9,4 %) et du placage et du contreplaqué (+6 %).

D'autres composants clés du domaine de la construction ont connu des variations trimestrielles importantes, notamment une baisse du fer laminé à chaud (-9,1 %), des tuyaux en fer et en acier (-1,8 %), et une légère augmentation du ciment (+0,3 %).

Malgré les hausses de prix trimestrielles que ces groupes de produits ont connues, l'indice a affiché une deuxième baisse consécutive d'une année sur l'autre (-0,9 %).

# Indice des prix de la construction de bâtiments (IPCB)

En termes de coûts, le T3 2023 a offert des perspectives positives à l'industrie. L'indice des prix de la construction de bâtiments (IPCB) a enregistré deux baisses trimestrielles consécutives de son taux de croissance. Au cours du T3 2023, l'IPCB du secteur non résidentiel a ralenti pour atteindre 1 %. Toutes les sous-composantes de l'indice non résidentiel ont connu des baisses similaires par rapport à leurs valeurs trimestrielles précédentes. D'une année sur l'autre, la croissance de l'indice a également diminué, passant de 7,5 à 5,9 %.

Bien que l'industrie se félicite du ralentissement de la croissance des coûts, l'indice reste particulièrement élevé, affichant une hausse de 30 % par rapport au T1 2020. L'IPCB souligne l'impact important que l'inflation des matériaux et les coûts de main-d'œuvre ont eu sur l'industrie au cours des trois dernières années ([Graphique 10 : IPCB](#)).

## Quel est l'avenir du secteur?

Les effets des récentes hausses de taux d'intérêt devraient continuer de peser sur les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, Les indicateurs suggèrent que l'économie est en train de se rééquilibrer, puisque l'offre est croissante et que la croissance de la demande de biens et de services est au ralenti, Toutefois, des risques pèsent toujours sur l'économie canadienne, L'incertitude entourant les marchés du pétrole et de l'énergie persiste, Si l'incertitude liée aux prix du pétrole se traduit par des augmentations de prix réels, le mécanisme de répercussion sur les prix d'autres produits peut entraîner une légère hausse de l'inflation, Les attentes d'inflation à court terme, le comportement des entreprises en matière de fixation des prix et la croissance des salaires doivent encore se normaliser, ce qui laisse subsister des pressions inflationnistes sur l'économie.

Le plus récent sondage sur le climat des affaires met en évidence les défis que les entreprises de construction pensent devoir relever au cours du prochain trimestre, Une grande majorité, 55,6 % des personnes interrogées, considère la hausse de l'inflation comme leur principale préoccupation, Toutefois, le nombre de répondants exprimant des difficultés à acquérir des intrants au niveau national ou international a diminué, En particulier, 54,8 % des personnes interrogées ont cité la hausse des taux d'intérêt et du coût de la dette parmi les obstacles qu'elles anticipent pour les trois prochains mois, Ce chiffre représente une augmentation de 11,4 % par rapport au trimestre précédent ([Tableau 2 : Obstacles commerciaux](#)).

Au cours du T3 2023, l'activité économique canadienne a été influencée par l'effet de la hausse des taux d'intérêt sur l'offre et la demande, L'impact des taux d'intérêt continue de freiner les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, Bien que les indicateurs suggèrent un rééquilibrage de l'offre et de la demande, d'importants risques persistent, La crainte d'une hausse des prix du pétrole constitue une menace, susceptible de déclencher des augmentations de prix plus importantes pour différents produits, Les incertitudes entourant les prévisions d'inflation à court terme, les comportements des entreprises en matière de fixation des prix et



la croissance des salaires s'ajoutent à la problématique, ce qui risque d'alimenter des pressions inflationnistes prolongées.

Le secteur de la construction s'attend à des défis, tout particulièrement en ce qui a trait à la hausse de l'inflation et à l'augmentation des taux d'intérêt et du coût de la dette, L'ACC continuera de surveiller l'évolution du paysage canadien de la construction au cours du prochain trimestre et tiendra l'industrie informée de tout développement économique et politique important,

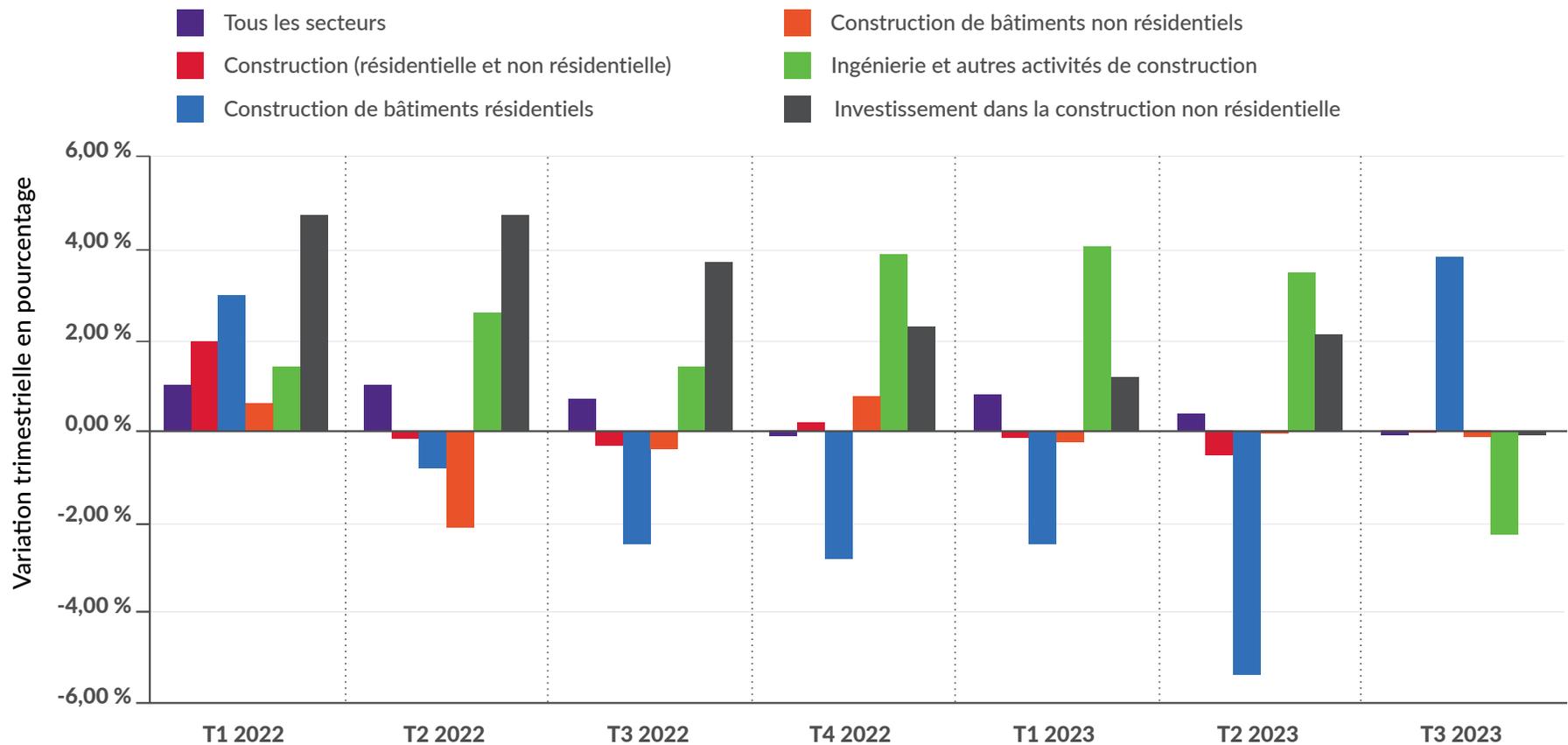
## Perspectives d'avenir : considérations économiques et politiques clés

- **Ralentissement économique** : Les analystes des secteurs public et privé prévoient un ralentissement potentiel de l'économie canadienne d'ici 2024, Un « atterrissage en douceur » demeure possible, mais la volatilité accrue des marchés mondiaux pourrait remettre ce scénario en cause,
- **Les développements géopolitiques et les prix de l'énergie** : Les tensions géopolitiques continuent de susciter des inquiétudes sur les marchés de l'énergie, ce qui accroît la volatilité des prix du pétrole, La volatilité qui en résulte peut entraîner des changements de prix plus importants pour tous les produits si les augmentations des prix de l'énergie se matérialisent,
- **Persistance de l'inflation** : Bien que les indicateurs des attentes en matière d'inflation aient commencé à s'assouplir, ils restent supérieurs aux niveaux souhaités par la Banque du Canada, Les prix de l'énergie et les sentiments des consommateurs joueront un rôle clé pour ce qui est de déterminer la durée des ajustements anticipés des taux d'intérêt,
- **Taux d'intérêt** : Des difficultés pourraient apparaître si la Banque du Canada maintient une politique de taux d'intérêt élevés, Les entreprises qui se sont assurées des taux bas en émettant des emprunts à long terme devront finalement faire face à une augmentation de leurs coûts de financement, La perspective de taux soutenus pourrait mettre à rude épreuve l'équilibre entre les gouvernements et la banque centrale, qui poursuit des objectifs d'inflation, puisque de nombreux Canadiens et de nombreuses Canadiennes devront bientôt renouveler leurs prêts hypothécaires,
- **Investissements en matière de logement** : Alors que le gouvernement fédéral reste concentré sur l'augmentation de l'offre de logements afin de réduire les coûts pour les consommateurs, un plan d'investissement en infrastructures publiques, complet et financé de manière appropriée, sera essentiel pour atteindre ses objectifs,

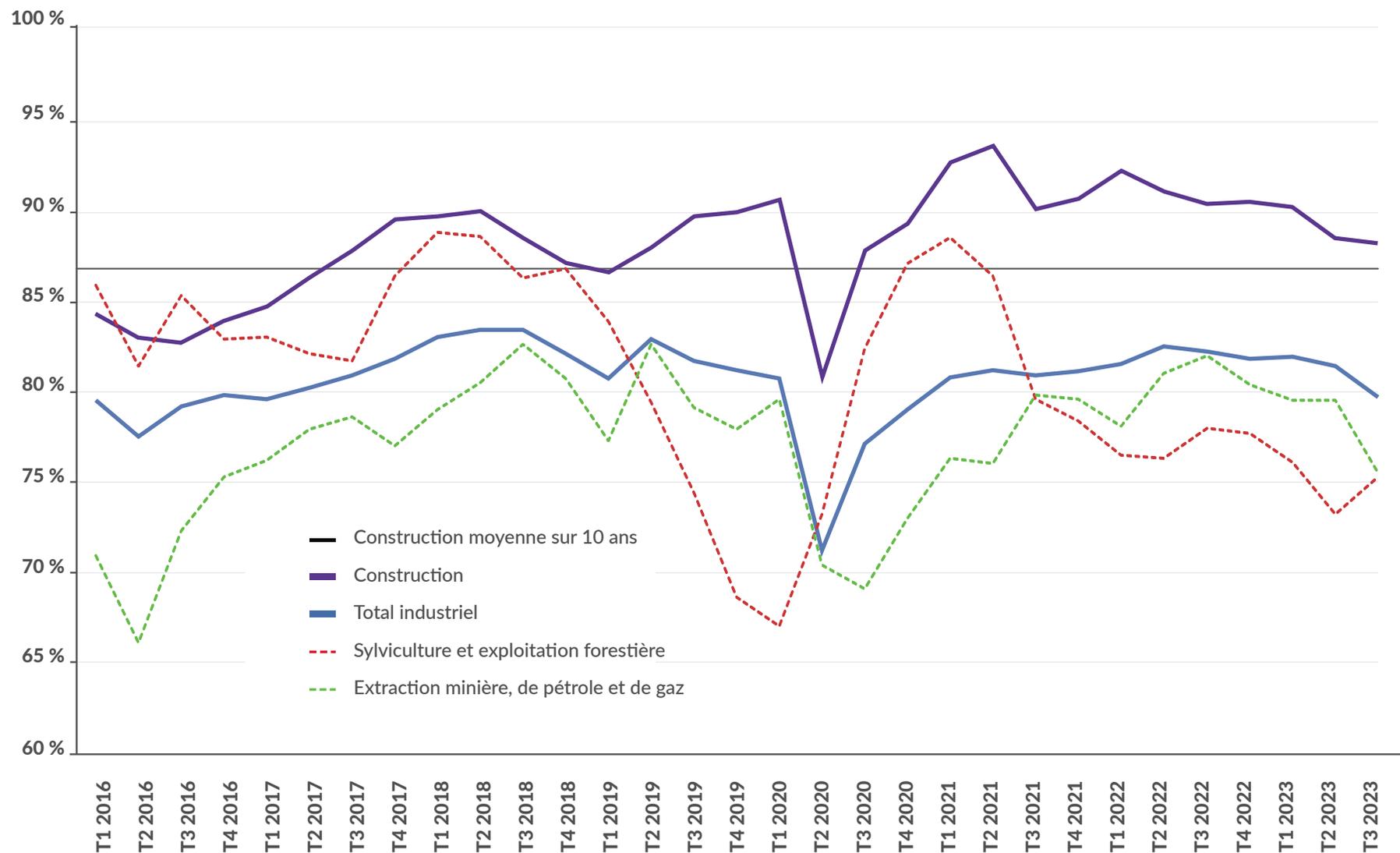
Pour plus d'information sur ce rapport ou sur les travaux actuellement menés par l'ACC afin de résoudre ces problèmes, veuillez envoyer un courriel à Mario Baker, gestionnaire adjoint de l'élaboration de politiques et économie de l'ACC, à [mbaker@cca-acc.com](mailto:mbaker@cca-acc.com),

## GRAPHIQUE 1

### Croissance du PIB réel de la construction et croissance de l'investissement non résidentiel

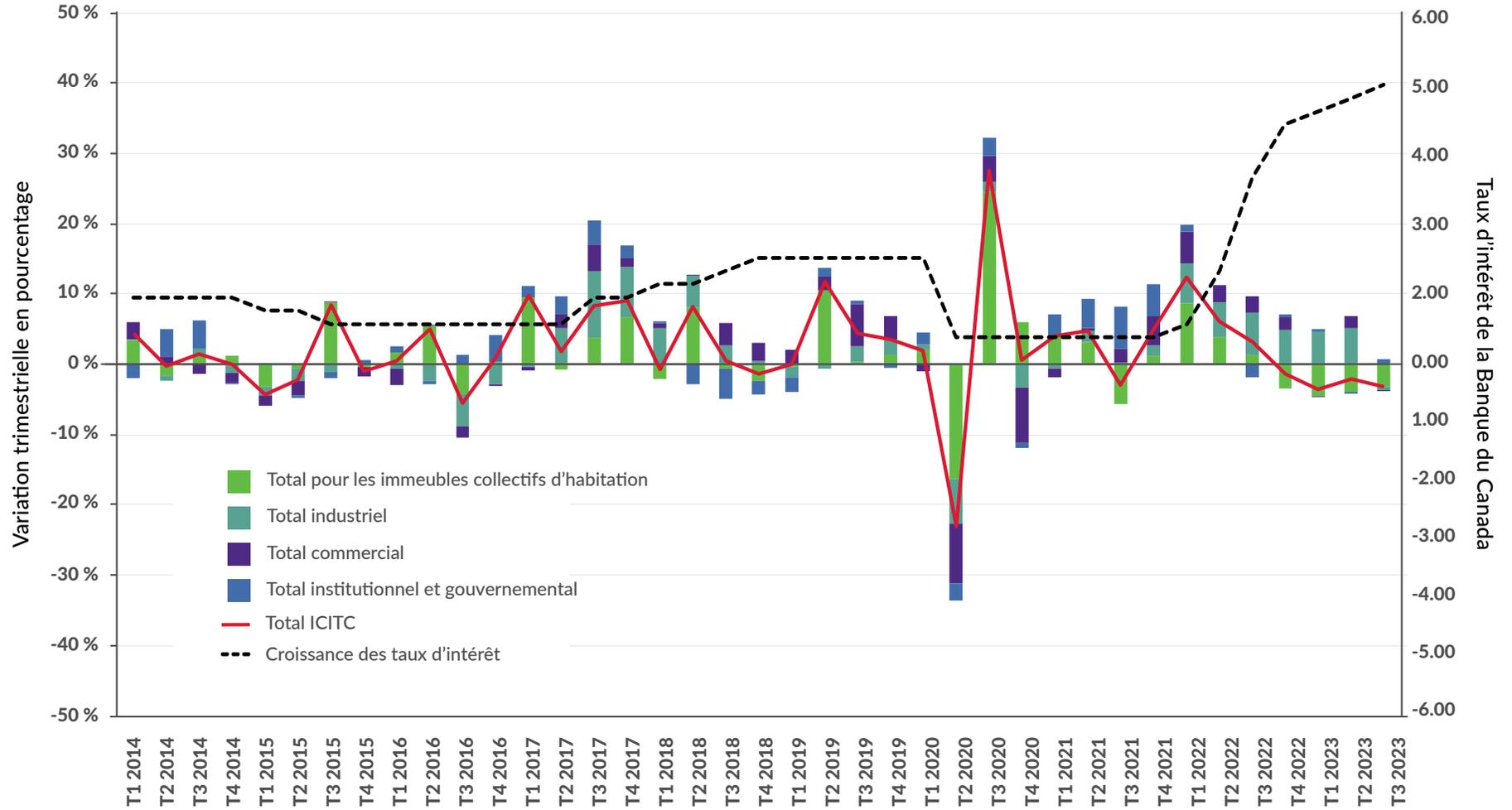


**GRAPHIQUE 2**  
**Taux d'utilisation des capacités par industrie**



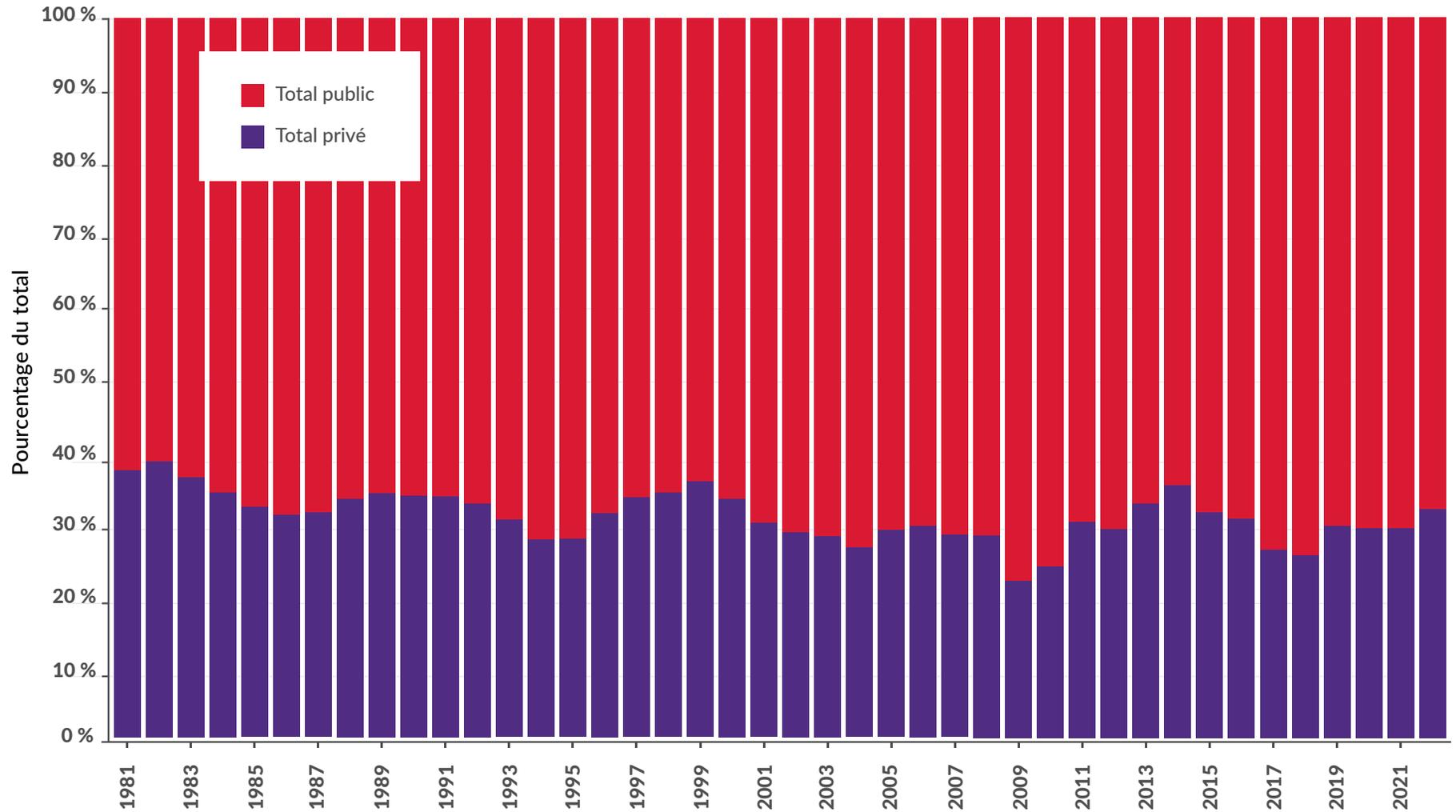
### GRAPHIQUE 3

## Investissements dans la construction de bâtiments



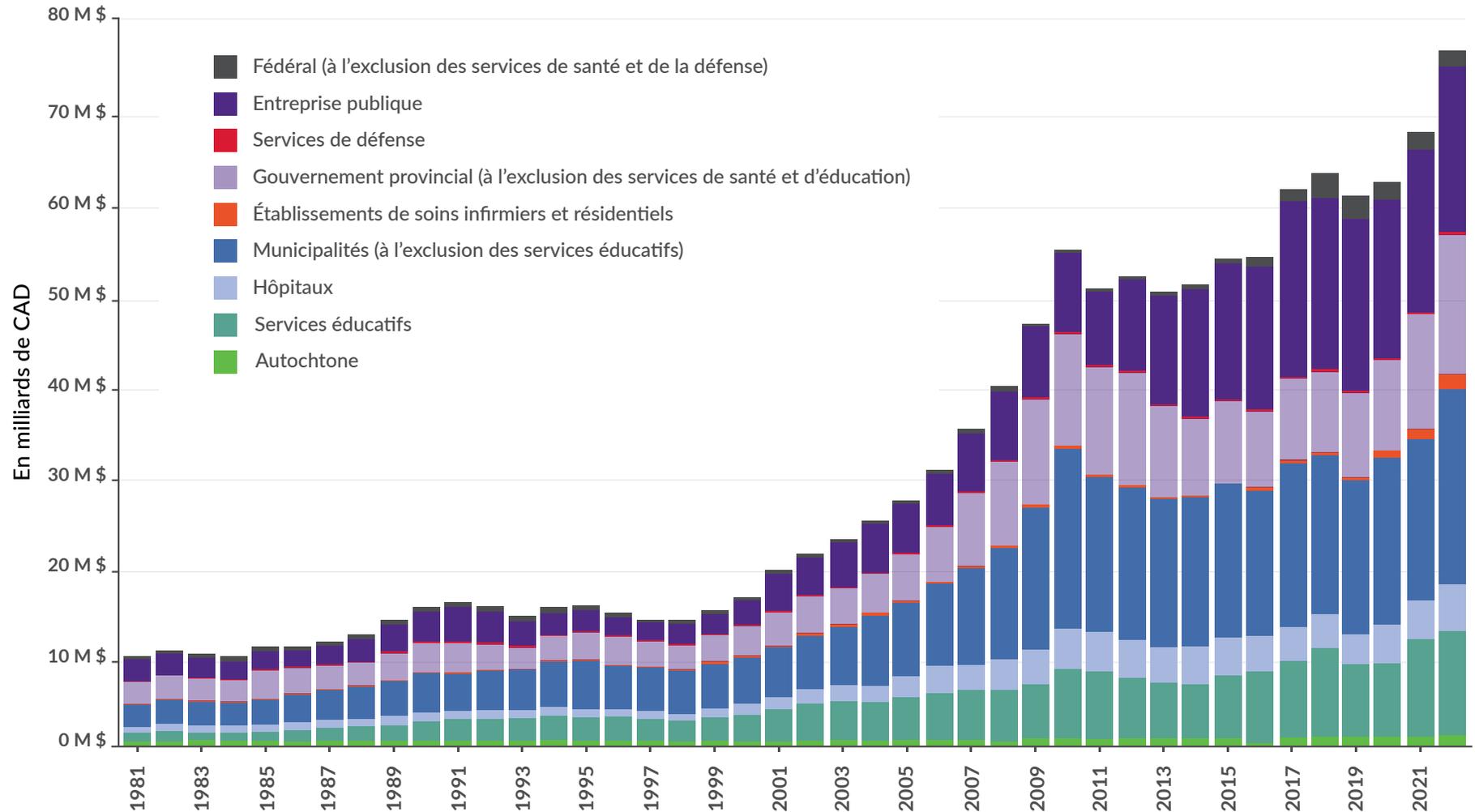
## GRAPHIQUE 4

### Investissements en infrastructures par secteur d'approvisionnement



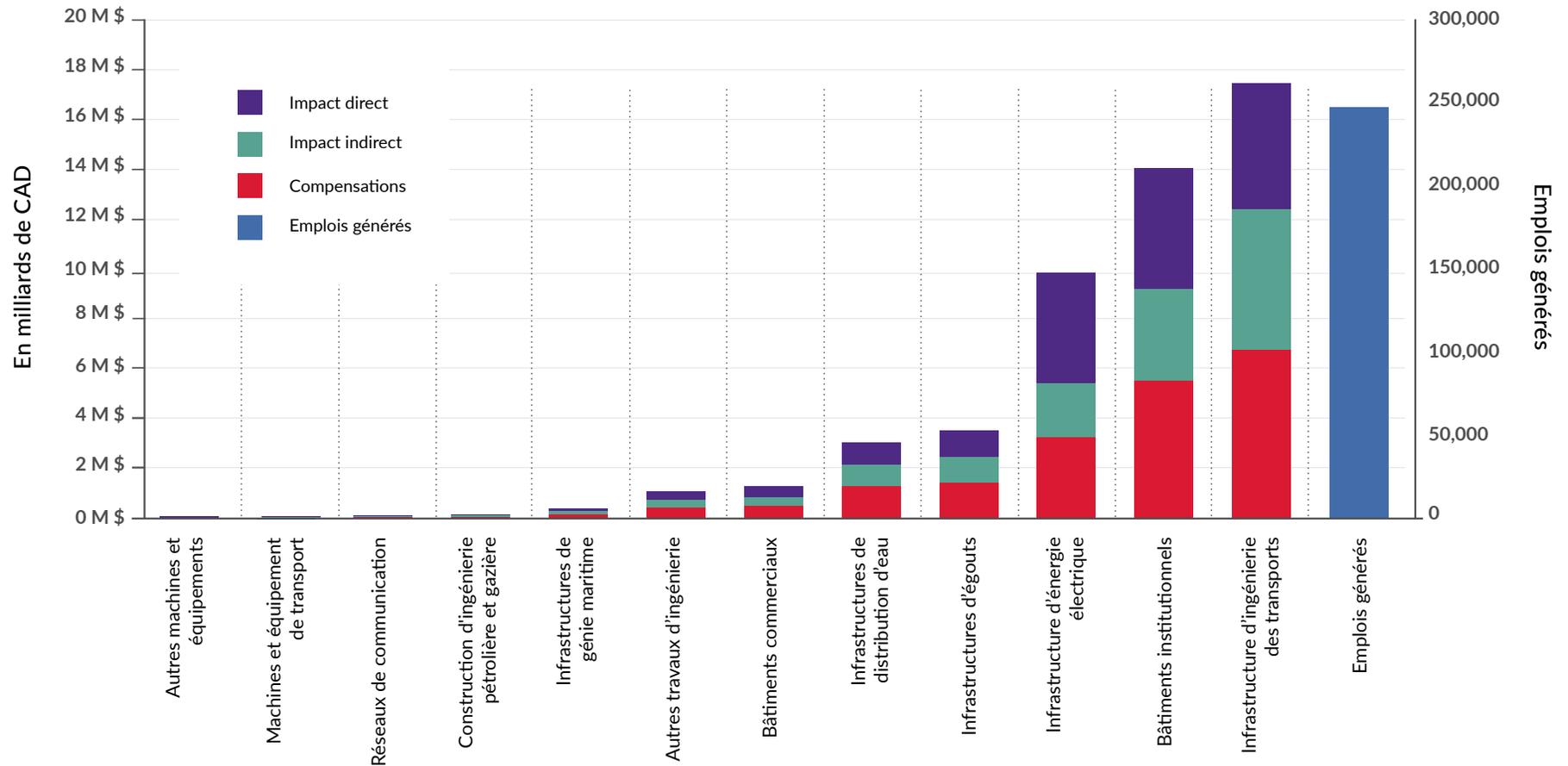
## GRAPHIQUE 5

### Investissements publics dans les infrastructures par secteur d’approvisionnement



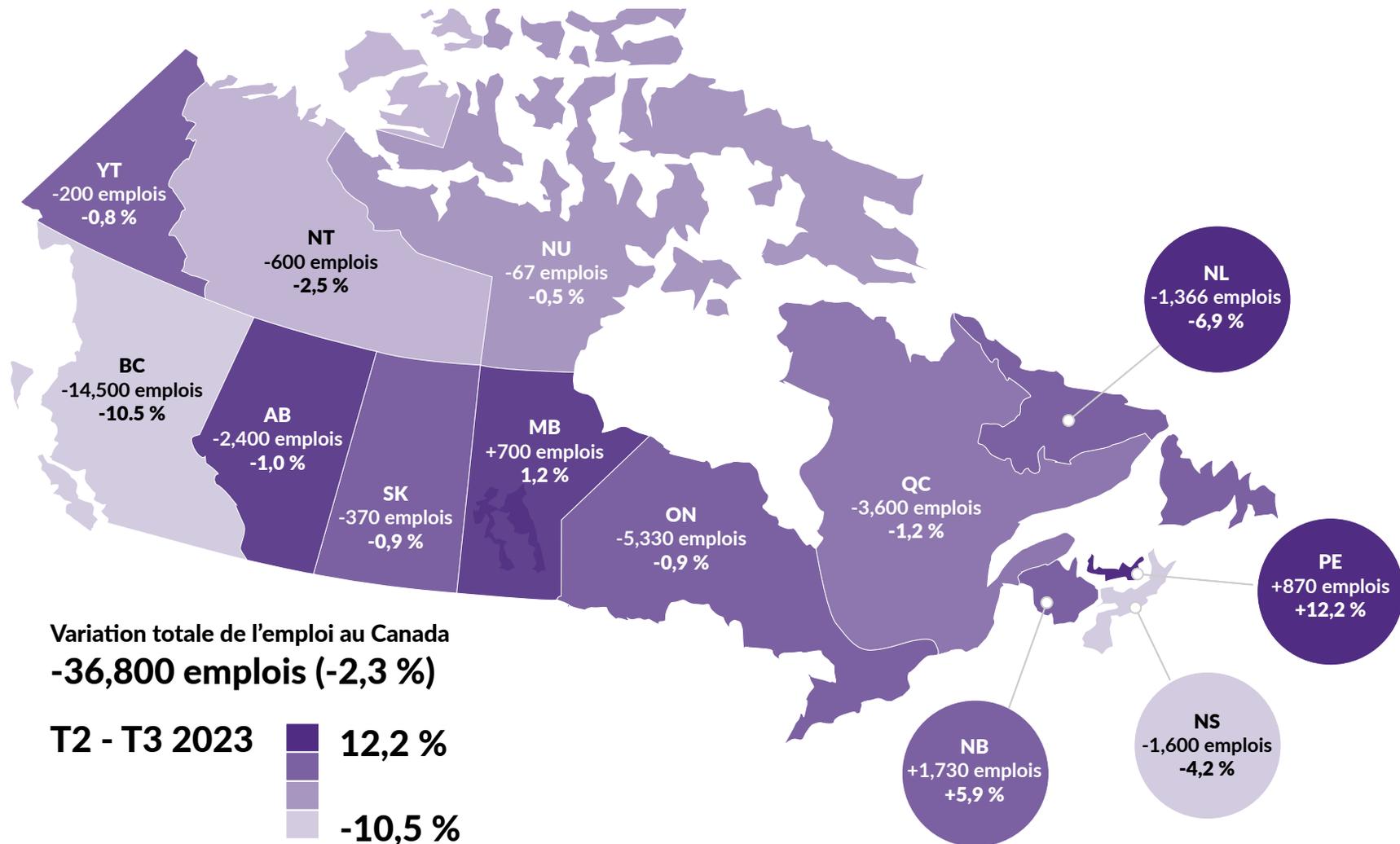
## GRAPHIQUE 6

# Impact des investissements dans les infrastructures publiques sur la construction



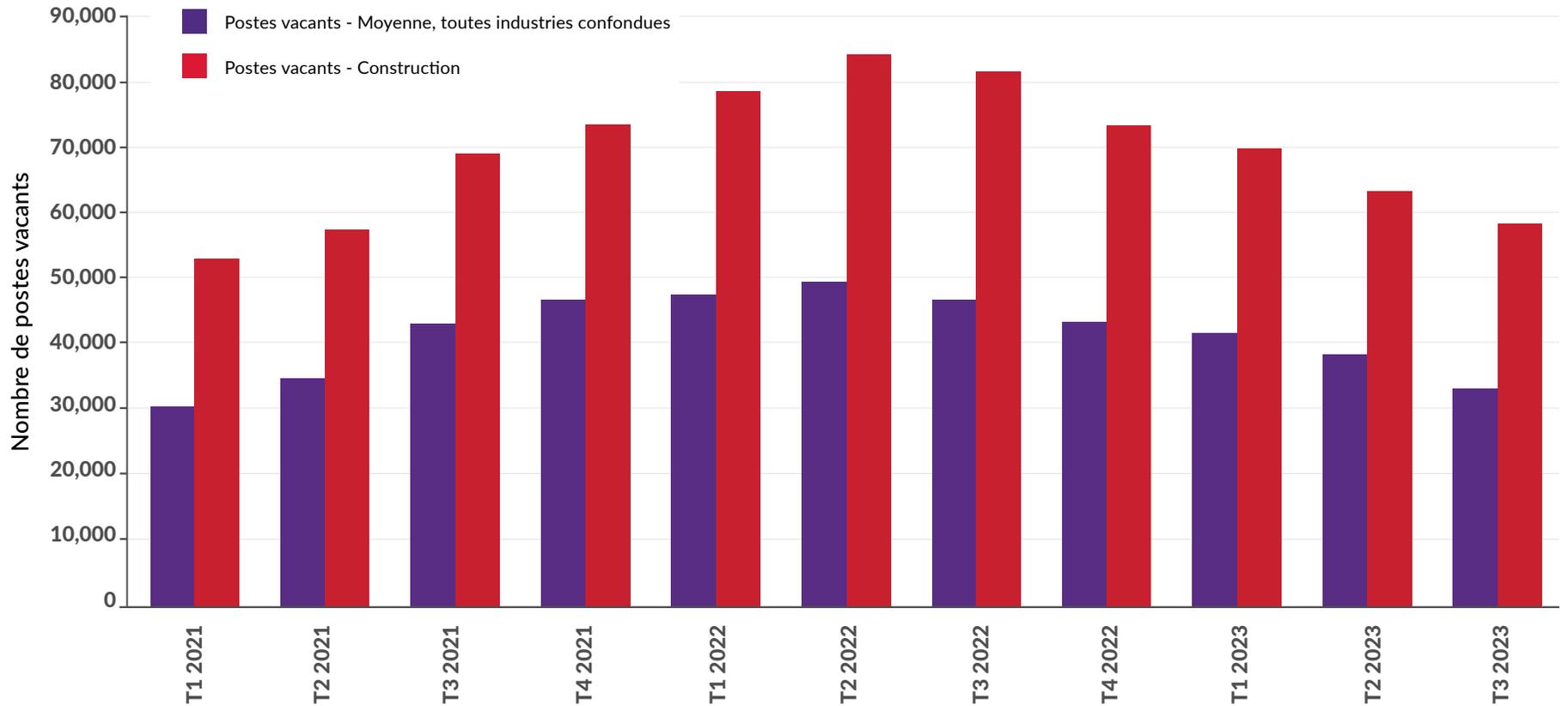
## GRAPHIQUE 7

### Postes vacants par la Classification nationale des professions (CNP)



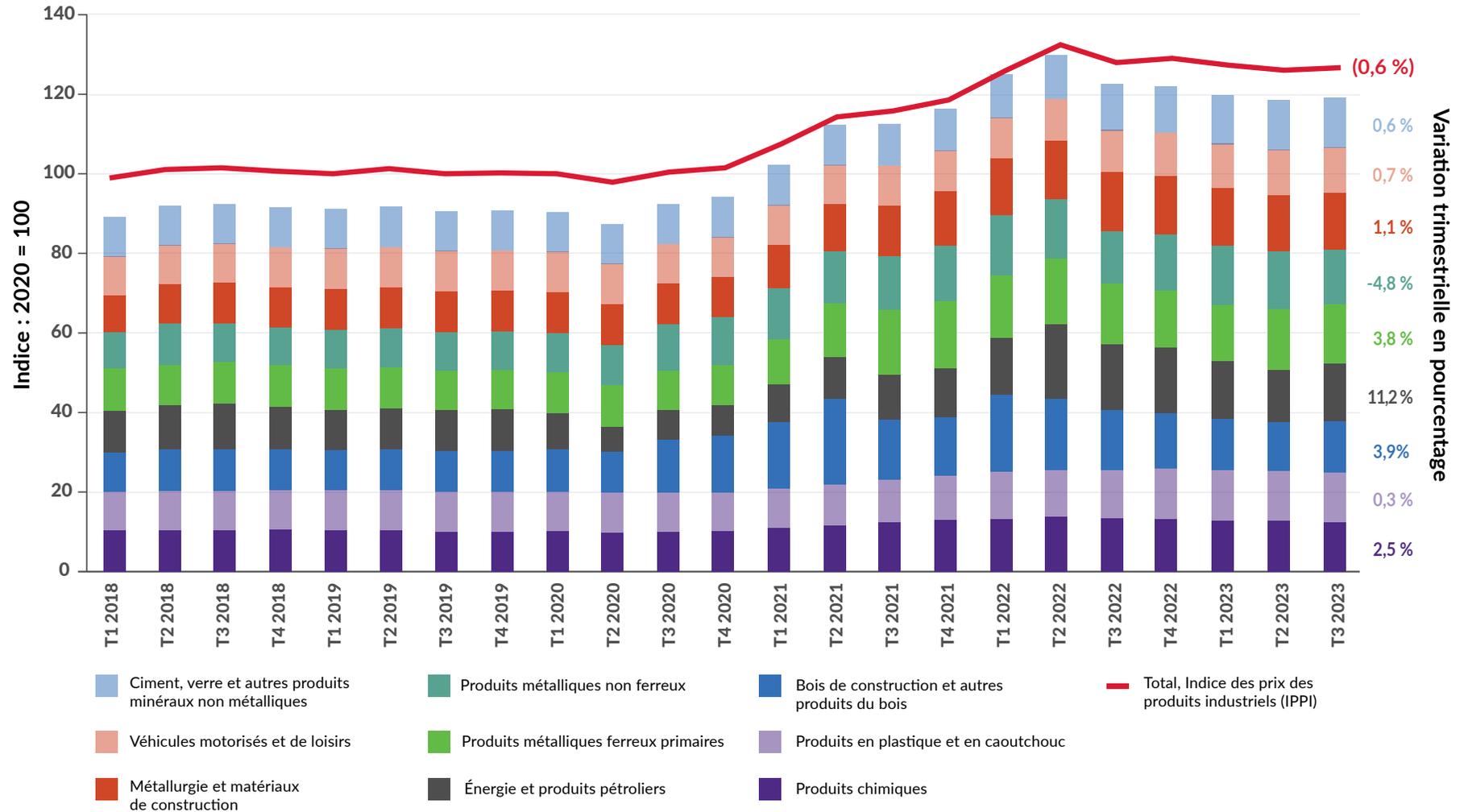
## GRAPHIQUE 8

### Postes vacants dans le domaine de la construction



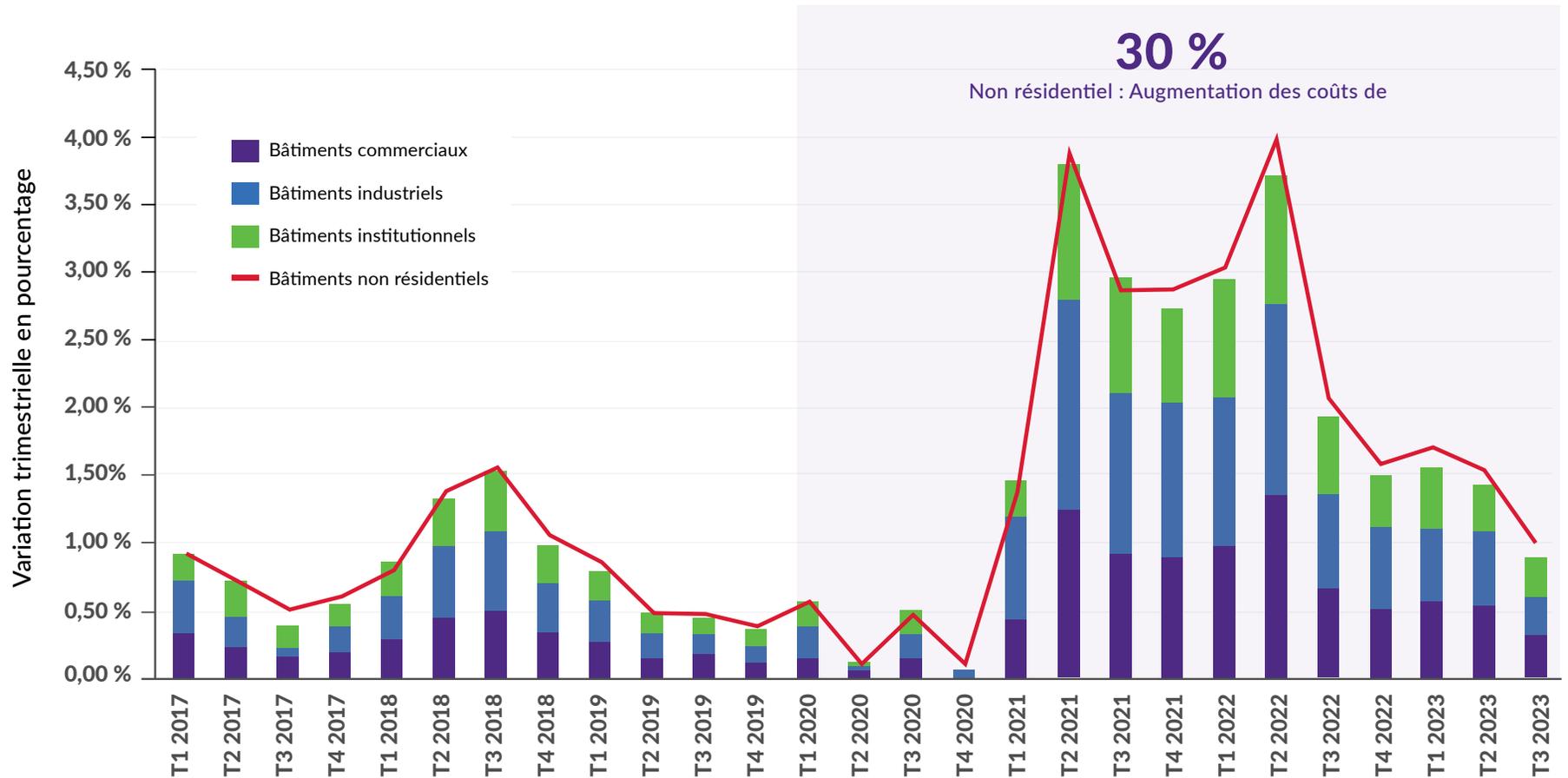
## GRAPHIQUE 9

# Fluctuations trimestrielles de l'indice des prix des produits industriels



## GRAPHIQUE 10

# Variations trimestrielles - Indice des prix de la construction de bâtiments



**TABLE: 1**

Actifs d'infrastructures publiques		
Bâtiments commerciaux	Infrastructures de génie maritime	Infrastructures d'égouts
Réseaux de communication	Construction d'ingénierie pétrolière et gazière	Infrastructure d'ingénierie des transports
Infrastructure d'énergie électrique	Autres travaux d'ingénierie	Machines et équipement de transport
Bâtiments institutionnels	Autres machines et équipements	Infrastructures de distribution d'eau

## TABLE: ENQUÊTE

### Enquête sur les obstacles à surmonter par les entreprises au T2 2023

GEOGRAPHY	CA	NL	PEI	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	YT	NT	NU
Difficultés d'acquisition d'intrants, de produits ou de fournitures à l'intérieur du Canada	15,8 %	24,5 %	2,4 %	30,1 %	26,2 %	9,2 %	9,3 %	37,5 %	20,7 %	8,6 %	36,5 %	22,9 %	29,3 %	30,2 %
Difficultés d'acquisition d'intrants, de produits ou de fournitures en provenance de l'étranger	3,4 %	1,4 %	0,3 %	2,8 %	0,3 %	0,8 %	2,4 %	5 %	0,9 %	6 %	8,7 %	0 %	10,5 %	0 %
Augmentation du coût des intrants	48,4 %	28,1 %	15 %	49,5 %	44,6 %	31,9 %	56 %	66,8 %	61 %	32,8 %	61,5 %	45,1 %	48,4 %	30,4 %
Augmentation de l'inflation	60,1 %	35,4 %	26,9 %	54,2 %	66,4 %	46,6 %	64 %	71,8 %	76,6 %	54,8 %	71,2 %	68,3 %	55,2 %	39,4 %
Frais de transport	40,2 %	46,7 %	31,7 %	52,7 %	58,4 %	35,8 %	38,5 %	52,5 %	49,7 %	39 %	43,8 %	38,8 %	46,2 %	46,6 %
Fluctuations de la demande des consommateurs	18,2 %	15,8 %	0 %	12 %	26,6 %	9,3 %	16,9 %	27,2 %	26,9 %	18,5 %	30,9 %	1,5 %	7,3 %	20,8 %
Demande insuffisante pour les biens ou services offerts	13,2 %	10,4 %	1,5 %	2,6 %	14,3 %	11,4 %	12,9 %	7,4 %	6,5 %	12,3 %	20,5 %	5,9 %	8,3 %	9,6 %
Obtention du financement	16,4 %	17,2 %	9,4 %	19,4 %	16,3 %	17,8 %	16,1 %	16,8 %	19,1 %	10,5 %	17,9 %	11,9 %	12,5 %	20,3 %
Coût de l'assurance	40,3 %	42,3 %	11,8 %	39,8 %	41,1 %	39,7 %	41 %	40,7 %	33,2 %	28,4 %	48,7 %	26,8 %	41,2 %	46,4 %
Hausse des taux d'intérêt et du coût de la dette	54,8 %	34,8 %	39 %	49,8 %	55,7 %	49,8 %	60,2 %	61,5 %	63,6 %	45,7 %	55,3 %	56,6 %	29,5 %	39,3 %
Recrutement de salariés qualifiés	33,1 %	39,4 %	55,9 %	39,3 %	41,2 %	30,4 %	27,6 %	35,2 %	43,2 %	26,9 %	47,9 %	31,4 %	62,4 %	49,5 %
Rétention de personnel diversifié	26,7 %	25,4 %	27,4 %	26,1 %	39,2 %	24 %	26,4 %	22,9 %	29,8 %	22,1 %	32,8 %	7,9 %	40,7 %	36,6 %
Pénurie de main-d'œuvre	25,5 %	38,6 %	44,1 %	38,5 %	33,8 %	31,5 %	18,7 %	31,8 %	34,8 %	26,8 %	24,8 %	23,1 %	60,7 %	47,1 %